

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Enquête publique environnementale des AFSB* au cœur de l'été : le président du Conseil Départemental peut-il convaincre le préfet de la décaler à mi-septembre ?

**Y a-t-il quelqu'un cet été à la préfecture de Gironde pour répondre au courrier ?
Encore une demande légitime méprisée ?**

Indignés par la tactique du premier report de l'enquête à la veille de son ouverture fin juin, les associations et collectifs *LGVEA*, *Stop LGV Bordeaux Métropole*, *Alternative LGV Bordeaux Sud*, *LGV Nina*, et *LGV Desrailhà* se sont immédiatement mobilisés. Toujours sans réponse d'un premier courrier envoyé le 25 juin, et d'un deuxième courrier envoyé le 12 juillet, c'est un **troisième courrier d'alerte, sur les conditions inacceptables du déroulement de l'enquête, qui a été envoyé le 24 juillet au préfet Etienne Guyot et au président de l'enquête publique Gérard Charles** (*voir lettre complète en fin de CP*).

Le courrier rédigé par les **membres girondins de LGV NON MERCI** a été soutenu par 8 autres associations comme la SEPANSO, Transcub' ou le GNSA. Les militant.es ont reçu le soutien de nombreux.ses élu.e.s pour être cosignataires de cette demande : "*obtenir que l'enquête puisse se prolonger après la clôture prévue le 13 août et continuer à la rentrée, avec l'organisation de réunions publiques jusqu'à mi-septembre*".

Ce sont déjà 88 élu.e.s qui ont cosigné ce courrier et de nouvelles signatures arrivent tous les jours... Les soutiens viennent des maires de communes concernées par les travaux des AFSB, comme Clément Rossignol-Puech (maire de Bègles), mais aussi de Pierre Hurmic (maire de Bordeaux) ou de Bruno Marty (maire de La Réole), montrant bien que ce sont toutes les communes de Gironde de la ligne actuelle Bordeaux-Agen-Toulouse qui se sentent concernées par ces aménagements ferroviaires. Ce sont également de nombreux parlementaires du Sénat et de l'Assemblée Nationale, des élu.e.s de Bordeaux Métropole et des Conseils Départemental et Régional, qui ont aussi apposé leur signature. Ce qui démontre que les conditions "*en catimini*" de cette enquête interpellent dans différentes instances et familles politiques.

Une intervention de Jean-Luc Gleyze, président du département de la Gironde et cosignataire du courrier, aurait-elle permis un dialogue avec le préfet Etienne Guyot pour sortir de cette situation ? Il semblerait "malheureusement", comme on pouvait s'y attendre, que tout le monde soit parti en vacances... Seront-ils rentrés à temps ? On se demande qui suit le dossier en Gironde aujourd'hui ? **Gérard Charles, le président de la commission d'enquête**, va-t-il prendre ses responsabilités et utiliser la possibilité qu'il a de demander, sur décision motivée, de prolonger et/ou de suspendre l'enquête ? L'absence de réponse aux courriers successifs ne fait que renforcer la tension et le doute, il a certes jusqu'au 13 août pour réagir...

Quel message pour la protection de l'environnement en Gironde ? Toujours le passage en force ?

Alors que le département dévoilait la semaine dernière le projet "Ciron Bien Commun", ce silence est un bien mauvais signal envoyé à la protection de l'environnement en Gironde et semble précipiter **la possibilité de commencer les travaux des AFSB avant la fin de l'été !**

D'un côté on apprend que des juristes ont travaillé pendant un an sur une charte visant à "protéger" **le bassin versant du Ciron**, lui même menacé par la LGV en sud-Gironde, et de l'autre côté à **Bègles, Villenave d'Ornon, Cadaujac et Saint-Médard d'Eyrans**, ce sont les blocages, les bois, les prairies sèches, les zones humides, les marais et les rivières qui seraient menacées par les bulldozers et les pelleteuses dès septembre ??? Sans qu'une enquête publique environnementale puisse se dérouler dans des **conditions décentes** d'expression démocratique ? Certes, sur le projet **GPSO*** on a déjà vu ça, avec en 2016 la Déclaration d'Utilité Publique passant outre l'**avis défavorable** des commissaires enquêteurs. Aujourd'hui au sud de Bordeaux, la biodiversité extraordinaire et déjà fragilisée serait menacée par les dérogations "destruction d'espèces protégées" signées par le préfet avant la fin de l'été ? **On ne pourra pas dire que les militant.e.s n'auront pas alerté... Cette précipitation qui passe pour un nouveau coup tordu mérite un "freinage d'urgence" !**

Sans attendre le résultat des procédures administratives et juridiques qui suivent leur cours, les collectifs de plusieurs départements, membres de LGV NON MERCI, **organisent une grande mobilisation d'ampleur nationale contre les LGV du Sud-Ouest les 11, 12 et 13 octobre prochains aux côtés des Soulèvements de la Terre**, plus d'informations à venir dans les prochains communiqués de presse.

*AFSB Aménagements Ferroviaires au Sud de Bordeaux

*GPSO Grand Projet ferroviaire du Sud Ouest

LGV NON MERCI

Mail : contact@lgvnonmerci.fr

Telegram : t.me/LGVNONMERCICI

Instagram : [@lgvnonmerci](https://www.instagram.com/lgvnonmerci)

Web : lgvnonmerci.fr